

# Obligations d'Israël 2010

Par Sherry Cooper, Ph. D.

Les nuages se dissipent enfin. La récession mondiale a pris fin au cours du semestre dernier à la suite de l'intervention concertée de banques centrales et d'autorités financières du monde entier. La Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine ont sabré leurs taux d'intérêt à un rythme accéléré et ont pris d'autres mesures pour juguler la crise du crédit et soulager le système bancaire. L'administration Obama a mis en œuvre un plan de relance massif, qui a gonflé le déficit budgétaire des États-Unis à un niveau record. De son côté, le gouvernement canadien a aussi adopté d'imposantes mesures de stimulation économique.

Ces interventions ont non seulement mis fin à la crise du crédit, mais aussi propulsé la demande de capitaux privés, accroissant ainsi la probabilité d'une reprise économique soutenue. Les valeurs mobilières ont nettement rebondi par rapport au début de l'année dernière et, au début de 2010, les taux d'intérêt plafonnent encore à des niveaux très bas alors que l'inflation demeure modérée.

La plupart des investisseurs n'ont récupéré qu'une partie de leurs pertes sur leurs portefeuilles d'actions et d'obligations de sociétés. Les obligations d'État ont maintenu le cap en tant que valeurs refuges, et sont même positionnées pour des rendements supérieurs cette année, en raison de l'émission d'un volume croissant de titres de créance par les gouvernements fédéral et provinciaux (de même que ceux des États et des municipalités). D'après les prévisions, la courbe de rendement demeurera escarpée, le risque de chute pesant davantage sur les obligations d'État à plus long terme, en particulier aux États-Unis, mais aussi au Canada.

Israël s'est mieux sorti de la récente tourmente économique mondiale que d'autres petites économies ouvertes. Contrairement à des pays comparables en Europe et en Asie, l'économie israélienne n'a subi qu'un faible ralentissement au début de 2009. Un cadre amélioré de politiques macroéconomiques, conjugué à une série de réformes structurelles, a entraîné une forte croissance de 2004 à 2008, et sensiblement augmenté la résilience de l'économie aux chocs.

Par ailleurs, Israël n'a été affecté par aucune bulle d'actifs et son système bancaire est resté relativement stable. En août 2009, le pays a été le premier à relever ses taux d'intérêt depuis le début de la crise, annonçant ainsi la reprise de la croissance. Le marché boursier israélien a fait un bond de 75 % l'année dernière, une brillante performance

à tout point de vue, et cette année, la croissance économique israélienne est en voie de dépasser celle des pays du G7.

Israël est devenu un créancier extérieur net en 2008, alors que le montant de ses actifs étrangers dépassait pour la première fois sa dette extérieure. Ce tournant, ainsi que le haut revenu par habitant, les solides institutions et la saine gouvernance qui distinguent Israël, sont autant de facteurs à l'appui de sa cote de crédit supérieure.

Les conseillers financiers sont nombreux à recommander les Obligations d'Israël pour nantir la part à revenu fixe des

portefeuilles de leurs clients, en particulier pour les comptes enregistrés tels que le REÉR, le FERR et le nouveau Compte d'épargne libre d'impôt (CÉLI) introduit au Canada en janvier 2009. Le CÉLI permet aux Canadiens d'investir jusqu'à 5 000 \$ CA par an sans avoir à payer de l'impôt sur leurs revenus de placement ni leurs retraits. Les

Obligations d'Israël sont admissibles à 100 % à ce type de comptes, tout comme aux comptes enregistrés d'épargne-retraite (REÉR). S'ils ne sont pas utilisés, les droits de cotisation à ces comptes s'accumulent d'une année à l'autre, ce qui permet de prévoir des placements à l'avenir.

À l'heure actuelle, les taux de rendement de toutes les Obligations d'Israël se comparent favorablement à ceux, historiquement bas, des obligations d'État et des CPG canadiens et américains à échéance semblable. L'Obligation d'Israël à terme de 2 ans, réintroduite au début de l'année, est particulièrement intéressante puisqu'elle offre des rendements nettement supérieurs à ceux des obligations d'État ou des CPG à même échéance émis au Canada et aux États-Unis.

*Plus qu'une simple décision financière, l'achat d'une Obligation d'Israël est aussi une affaire de cœur, car nous sommes nombreux à désirer ardemment soutenir l'État d'Israël. Si, comme moi, vous êtes convaincus qu'Israël ne faillira jamais à sa dette, ce type de placement est un choix judicieux.*

## Sherry Cooper, Ph. D.

Vice-présidente à la direction et stratège en économie mondiale

BMO Groupe financier

Économiste en chef

BMO Marché des capitaux



---

*« À l'heure actuelle, les taux de toutes les obligations d'Israël se comparent favorablement à ceux, historiquement bas, des obligations d'État et des CPG canadiens et américains à échéance semblable. »*

---

buy**build**believe.ca

OBLIGATIONS DE L'ÉTAT D'ISRAËL CANADA | TORONTO & GTA 416.789.3351 TOLL FREE: 1.800.771.9301 | MONTRÉAL ET RÉGION DE QUÉBEC 514.482.0427  
OTTAWA & PROVINCES ATLANTIQUES 613.792.1142 HAMILTON 1.800.771.9301 | WINNIPEG 204.942.2291 | CALGARY 403.255.8136  
EDMONTON: 780.491.0034 | VANCOUVER 604.266.7210